



## Communiqué de presse

Vendredi 31 août 2012

# L'économie suisse : forte grâce à l'innovation

## Assemblée annuelle d'economiesuisse à Berne

**Cette année, la Journée de l'économie d'economiesuisse était placée sous le thème « Science et économie : un tandem de choc ». Une collaboration étroite entre l'économie et les milieux scientifiques est indispensable pour sauvegarder notre position de pointe en matière d'innovation, d'après Gerold Bühler, président d'economiesuisse. Lino Guzzella, recteur de l'EPFZ et orateur invité, a souligné que des performances excellentes sont actuellement le principal atout de la Suisse dans le contexte de l'intensification de la concurrence entre places économiques. Dans son exposé, le conseil fédéral Johann Schneider-Ammann a appelé à un renforcement de la coopération internationale en matière de formation et de recherche.**

Si la Suisse souhaite défendre sa position de pointe dans les classements internationaux en matière d'innovation, elle doit procéder à des améliorations dans différents domaines. Il ne faut pas, par exemple, repousser l'encouragement urgent des disciplines MINT au niveau universitaire, mais prendre des mesures dès la scolarité obligatoire, comme l'a expliqué Gerold Bühler, président d'economiesuisse, devant les représentants de l'économie suisse à Berne. Les cantons sont donc invités, dans le cadre du plan scolaire 21, à ne pas différer davantage l'encouragement des sciences naturelles et des mathématiques.

### Défendre une politique favorable à l'économie

Dans son évaluation globale de la situation économique, Gerold Bühler a mis l'accent sur la crise en Europe. D'après lui, elle montre clairement ce qui se passe quand des principes fondamentaux de politique économique et financière sont bafoués. C'est pourquoi la Suisse doit s'en tenir aux recettes qui fonctionnent pour elle. Il n'existe tout simplement pas d'alternative à une politique de croissance basée sur l'économie de marché et à une politique budgétaire solide, garantissant l'attrait et la sécurité du système fiscal helvétique. En ce qui concerne la politique économique, Gerold Bühler a défendu le cours plancher de l'euro et réclamé, au vu de la crise qui affecte l'Europe, l'accélération des négociations en vue de la conclusion d'accords de libre-échange avec des pays extra-européens. Enfin, il s'est prononcé fermement en défaveur de l'initiative « contre les rémunérations abusives » et de la surréglementation qui en résulte. L'économie soutient le contre-projet indirect et la forte extension des droits de participation des actionnaires qu'il entraîne. Cette réforme législative peut être mise en œuvre sans délai.

### « Innover rapidement est une question de survie »

Lino Guzzella, nouveau recteur de l'EPFZ, a souligné dans son intervention que la Suisse connaîtrait le succès économique à long terme à condition de fournir d'excellentes prestations : « À une époque

comme la nôtre, caractérisée par une accélération des évolutions, innover rapidement est une question de survie ». La société et la politique devraient faire le nécessaire pour que la création d'entreprises et le développement de nouvelles idées restent des options attrayantes et soient encouragés. Le partenariat entre les milieux scientifiques et économiques s'est révélé très précieux à cet égard. Dans la recherche appliquée, des projets pragmatiques, également portés par le secteur privé, ont garanti au mieux l'émergence de solutions susceptibles d'être commercialisées et l'avancement des innovations. « Investir dans la recherche et la formation est un bon placement », selon Lino Guzzella, « car le savoir est à l'abri de l'inflation ».

**« L'industrialisation commence dans la tête »**

Lors de son intervention, le conseiller fédéral Johann N. Scheider-Ammann a déclaré que les milieux politiques ont bien compris l'importance de la formation et de la recherche pour l'avenir de la place économique suisse. Aussi entendent-ils accorder davantage de moyens à ces domaines au cours des prochaines années. Seul l'encouragement de la formation et de la recherche permettra d'éviter la désindustrialisation de la Suisse à court ou à moyen terme. La désindustrialisation commence dans la tête, a mis en garde le ministre de l'Économie et indiqué clairement que « c'est aussi le cas de l'industrialisation ». En guise de conclusion, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a évoqué l'importance de la coopération internationale dans les domaines de la formation et de la recherche et déclaré qu'il était désormais impératif de renforcer la coopération transfrontière en matière de formation.

La politique d'innovation était aussi au centre d'une table ronde réunissant des personnalités de premier plan : Franziska Tschudi, déléguée du conseil d'administration et CEO de Wicor Holding AG, André Kudelski, président et CEO de Kudelski Group, Christoph Mäder, président de scienceindustries et Yves Serra, président de la direction du groupe Georg Fischer AG y ont pris part.

Pour toutes questions :  
Ursula Fraefel, responsable Communication  
Téléphone : +41 79 505 52 87

## Communiqué de presse

Vendredi 31 août 2012

# Six nouveaux membres chez economiesuisse

**Lors de la Journée de l'économie 2012, economiesuisse souhaite la bienvenue à six nouveaux membres. Il s'agit de la Swissrail Industry Association, de l'Association suisse des radios privées, de l'Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen, de Google Switzerland GmbH, de Transocean Ltd. et de CLS Communication. economiesuisse se félicite de ces nouvelles adhésions.**

Le Comité d'economiesuisse a décidé, hier et précédemment, d'accepter l'adhésion de six nouveaux membres au total. « Ces adhésions renforcent encore l'organisation », a déclaré Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse. L'organisation faîtière de l'économie compte parmi ses membres plus de 120 organisations de branches et régionales. Ce faisant, economiesuisse représente 100 000 entreprises de toutes tailles dans toute la Suisse et 2 millions d'emplois. Les organisations et entreprises ci-après sont devenues membres d'economiesuisse :

1. **La Swissrail Industry Association** est une association de droit privé active en Suisse et à l'étranger qui compte plus de 100 entreprises membres. Elle regroupe, outre les principaux ingénieurs et entreprises industrielles suisses actifs dans le transport sur rail, une multitude de PME innovantes.
2. **L'Association suisse des radios privées ASRP** défend les intérêts des radios privées membres auprès de toutes les institutions publiques et privées.
3. **L'Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen IGEB** défend les intérêts spécifiques des entreprises à forte intensité d'énergie. En sont membres les organisations de branches des industries du papier, du verre, du ciment et de la brique ainsi que des entreprises individuelles des industries de l'acier, du métal, des copeaux, des panneaux de fibres, de la chimie et du textile.
4. **Google Incorporated** est une entreprise avec siège à Mountain View aux États-Unis, qui s'est fait connaître pour ses services internet et son moteur de recherche. Fin 2010, elle employait 24 400 personnes à l'échelle mondiale. Google possède en Suisse le plus grand centre de recherche hors des États-Unis et développe les marchés en Afrique et en Asie depuis Zurich.
5. **Transocean Ltd.** est le plus grand spécialiste mondial du forage offshore. En 2008, Transocean a installé le siège du groupe en Suisse. Depuis 2010, Transocean est cotée à la Bourse suisse et ses actions font partie du SMI.
6. **CLS Communication** est un prestataire de services linguistiques, avec siège en Suisse, actif avant tout dans les domaines de la traduction, des textes, de la rédaction et de l'édition. L'entreprise possède 19 succursales sur trois continents.

economiesuisse se réjouit de collaborer avec ces six nouveaux membres.

Pour toutes questions : Ursula Fraefel, responsable Communication, téléphone : +41 79 505 52 87

**Communiqué de presse**

Vendredi 31 août 2012

## Élection de nouveaux membres au Comité d'economiesuisse

**Au cours de la Journée de l'économie 2012, les membres de l'organisation faitière de l'économie ont élu huit nouveaux membres au Comité. Ce dernier a, en outre, élu deux personnes au Comité directeur.**

L'Assemblée des membres a élu huit personnes au Comité :

- Urs Berger (président du conseil d'administration de La Mobilière, Berne, et président de l'Association Suisse d'Assurances) en tant que représentant de l'Association Suisse d'Assurances,
- Lukas Gähwiler (CEO de UBS Suisse) en tant que représentant de l'Association suisse des banquiers,
- Harry Hohmeister (CEO de Swiss International Air Lines SA) en tant que représentant de l'industrie aéronautique,
- Axel P. Lehmann (chief risk officer et regional chairman of Europe Zurich Financial Services) en tant que représentant de l'Association Suisse d'Assurances,
- Bernhard Ludwig (président du conseil d'administration de Papierfabrik Utzenstorf SA et président du Handels- und Industrieverein des Kantons Bern) en tant que représentant des Chambres de commerce et d'industrie cantonales,
- Jean-Marc Probst (CEO et président du conseil d'administration de Probst Group Holding SA) en tant que représentant de Commerce Suisse,
- Andreas Burckhardt (président du conseil d'administration de Baloise Group) en tant que représentant de l'Association Suisse d'Assurances,
- Dominik Bürky (managing partner tax et legal Ernst & Young et président de la Chambre fiduciaire) en tant que représentant de la Chambre fiduciaire.

Urs Berger a par ailleurs été nommé président du Comité directeur. En tant que nouveau président, Rudolf Wehrli devient d'office membre du Comité directeur.

Pour toutes questions :

Ursula Fraefel, responsable Communication

Téléphone : +41 79 505 52 87

**Journée de l'économie**  
**Discours du président**  
Vendredi 31 août 2012

Le discours prononcé fait foi.

Gerold Bührer, président

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, ceci est mon dernier discours en tant que président d'economiesuisse. Il revêt une importance particulière à mes yeux. Pourquoi ? Tout simplement parce que j'aimerais partager une fois encore avec vous quelques réflexions sur des thèmes qui me paraissent essentiels.

En Asie, mais aussi sur le continent américain, deux questions brûlantes sont sur toutes les lèvres. Premièrement, quand, si tant est qu'elle y réussisse, l'Europe parviendra-t-elle à sortir de la crise et, deuxièmement, pourquoi et combien de temps encore la Suisse parviendra-t-elle à résister aussi bien à la tourmente européenne ?

Parmi toutes les différences heureusement favorables à notre pays apparaît un dénominateur commun. Alors que l'on semble s'accoutumer à la crise dans la zone euro, après plus de vingt sommets depuis l'éclatement de la débâcle grecque, notre pays, lui, commence à s'habituer au succès. Pour ce qui concerne la zone euro, une chose est désormais claire : le maintien du statu quo et la dissimulation des problèmes par des injections de fonds de la BCE ne permettront pas d'alléger le poids de la plus grande dette accumulée depuis plus de cent ans. Le modèle auquel la Suisse doit son succès ne va pas de soi et ne résisterait pas à la négligence et à la complaisance.

L'union monétaire, sous sa forme actuelle, ne subsistera durablement que si les exigences institutionnelles et économiques sont satisfaites. Cela ne paraît pas réalisable dans un avenir prévisible. Une union fiscale fédérale restera notamment un vœu pieu au regard du renforcement en cours des forces centrifuges. À quoi s'ajoute le fait que cette démarche fait fi de l'histoire européenne et qu'elle saperait la nécessaire concurrence entre les systèmes, qui est un préalable à la compétitivité. **Plus on tarde à traiter le mal à la racine, plus les coûts économiques, et surtout politiques, seront élevés.**

Nous commençons à ressentir massivement les contrecoups de la tempête européenne. Nous ne réussirons à la contenir qu'en nous appuyant sur les valeurs et les solutions qui ont renforcé notre économie. Ni l'interventionnisme de l'État, avec d'éphémères programmes de stimulation de la demande, ni l'ouverture des vannes dans la politique financière ne remplaceront la résolution des pro-

blèmes de fond. Compte tenu du durcissement des conditions de concurrence, les effets de tels stimulants durent très peu. **En Suisse, il n'existe tout simplement pas d'alternative à une politique de croissance basée sur l'économie de marché et à une politique budgétaire solide, garantissant l'attrait et la sécurité fiscaux.**

Un coup d'œil dans le passé montre clairement les éléments sur lesquels se fonde le succès du modèle suisse : premièrement, la sécurité du droit, liée à une grande fiabilité des politiques économique, financière et fiscale. Deuxièmement, la protection constitutionnelle de la liberté d'entreprise et de la propriété. Troisièmement, l'indépendance intangible de la politique monétaire de la Banque nationale. Quatrièmement, la grande souplesse du droit du travail et des sociétés anonymes. Cinquièmement, des marchés ouverts. Sixièmement, un système de formation dual et des hautes écoles compétitives. Et enfin, septièmement, la démocratie directe et le partenariat social. **L'essentiel reste toutefois la capacité d'aborder les mutations en temps utile et de manière constructive.**

Avec un taux d'exportation de près de 55 % du produit intérieur brut et une contribution des sociétés multinationales de 30 % à la création de valeur, la Suisse est plus que tout autre pays européen tributaire de ces éléments. Plus de 500 multinationales ont un siège international ou régional dans notre pays. **Nous sommes redevables à un entrepreneuriat dynamique et cosmopolite du fait que notre pays occupe une place de pointe en matière de compétitivité et que plus de 220 000 emplois ont pu être créés au cours des cinq dernières années, soit 7 % de l'ensemble du marché du travail. Ces chiffres devraient nous conforter dans l'idée que nous saurons aussi affronter les mutations à venir.**

Alors que des vents contraires soufflent en Europe, ce n'est pas le moment de fragiliser nos atouts. Il convient au contraire de les renforcer. Il faut se garder de réduire la liberté d'entreprise garantie, la primauté de la concurrence ou les droits de propriété en raison d'un activisme politique à court terme. L'exhortation de Jeanne Hersch, dans les années 1980, à ne pas perdre la capacité de supporter la liberté reste toujours d'actualité au regard de la présente vague de réglementation.

Dans le contexte de la perte de confiance vis-à-vis de l'euro, **il n'y a pas dans les circonstances actuelles d'alternative à la sauvegarde du cours plancher.** Compte tenu de son mandat constitutionnel et de la nécessité d'éviter des conflits d'intérêts, la Banque nationale ne peut, malgré les grandes quantités de réserves de devises accumulées, jouer de surcroît le rôle d'un fonds d'investissement.

Suite au blocage de la libéralisation multilatérale du commerce et **de l'érosion de l'Europe, il y a lieu de poursuivre de manière ciblée la politique de libre-échange menée jusqu'ici avec succès avec des pays extra-européens.** Là aussi s'applique le principe selon lequel la qualité prime sur la quantité. Le cas échéant, il faudra notamment veiller à ce que ni la protection de la propriété intellectuelle ni nos intérêts dans les marchés publics n'en pâtissent. Il n'est pas non plus acceptable que les fruits susceptibles d'être récoltés par notre économie soient mis en péril en Suisse par des intérêts particuliers. Je n'appelle pas ici à un sacrifice de l'agriculture. Mais il ne faut pas balayer les opportunités d'exporter des aliments de qualité élevée. **Plutôt que nous complaire à opposer l'agriculture à l'industrie, nous devons viser une réussite économique globale.** La vision stratégique ne doit pas être brouillée par des velléités d'isolement à courte vue.

Enfin, le tandem science et économie est indispensable pour sauvegarder notre position de pointe en matière d'innovation. **La promotion nécessaire des disciplines MINT ne doit pas être cantonnée au niveau universitaire, mais doit débiter au niveau de la scolarité obligatoire.** C'est pourquoi il est demandé aux cantons, dans le cadre du plan scolaire 21, de ne pas différer davantage une meilleur

leure prise en compte des sciences naturelles et des mathématiques. Nonobstant la souveraineté des cantons en matière d'enseignement, la Confédération est tenue, si nécessaire, d'exercer l'influence nécessaire.

Dans la perspective de la mise en œuvre de la nouvelle politique énergétique, la garantie de la sécurité d'approvisionnement à des prix compétitifs est un facteur-clé, qu'il convient de ne pas perdre de vue. **L'économie n'entend pas faire obstruction. Elle ne négligera aucun effort pour contribuer à la faisabilité de ce grand projet. En revanche, s'il implique une réforme fiscale écologique en solitaire, celle-ci sera politiquement et économiquement mort-née.** Elle aurait notamment pour effet d'affecter lourdement la place économique, raison pour laquelle nous ne lui accorderons pas notre soutien. La perspective évoquée à ce propos d'un double dividende est illusoire. Il est clair à mes yeux que le succès passe par l'innovation technologique, des incitations et l'intensification de la recherche et du développement.

Celui qui connaît une réussite prolongée court souvent le risque de camper sur ces positions et de devenir complaisant. Suite à la stagnation économique des années 1990, les piliers de la croissance que sont les politiques budgétaire et fiscale, l'économie extérieure et la concurrence ont été renforcés. En comparaison, le bilan de ces dernières années est tout sauf réjouissant. **Aucune avancée n'a été enregistrée que ce soit dans la politique fiscale, dans la prévoyance vieillesse, dans l'ouverture du marché postal ou dans la politique de la santé.** Or le durcissement du contexte global ne nous laisse guère de temps. Il ne serait pas acceptable que le bilan du programme de croissance 2012-2015 du Conseil fédéral soit une nouvelle fois décevant, du fait de blocages par des alliances contre nature ou de la préséance accordée à des intérêts particuliers.

La Suisse, élève modèle en matière économique, n'est guère aimée dans une Europe en crise, avec des taux de chômage supérieurs à 10 %. Dans le fond, ce n'est pas très différent de la situation du canton de Zurich aux Chambres fédérales. **Or il est tout simplement incompréhensible que dans un environnement aussi rude, des cercles politiques se préparent à céder des avantages à la légère ou sans qu'il y ait une pression de l'extérieur.** Ainsi, personne ne remet en cause la procédure, reconnue internationalement, d'apports de capitaux dans la fiscalité d'entreprise, sauf le Conseil fédéral, qui avait pourtant, soutenu cette révision avec des arguments solides. On ne peut admettre que s'installe une telle politique fiscale en dent de scie. Les régimes fiscaux spéciaux – un autre sujet brûlant – contribuent de manière substantielle aux recettes de la Confédération. Il apparaît dès lors clairement que, **outre les cantons, la Confédération est tenue d'apporter sa contribution à la consolidation de cet avantage économique par une réduction de l'impôt sur les bénéficiaires.**

Malgré toute la compréhension que l'on peut avoir pour la lutte contre les abus dans le droit du travail ou des sociétés anonymes, **il n'est pas admissible que les avantages de notre système soient affaiblis par une spirale de surréglementation.** Avec le contre-projet indirect à l'initiative sur les rémunérations abusives, l'économie soutient une extension sensible des droits de participation des actionnaires, notamment en matière de rémunération. Cette réforme législative peut être mise en œuvre sans délai et évite que se mette en place l'excédent d'exigences rigides de l'initiative, sans lien d'ailleurs avec les décisions relatives à la rémunération. Ces exigences auraient pour effet de catapulter la Suisse en tête du classement peu flatteur de la surréglementation des sociétés. Ceux qui entendent mettre le holà aux rémunérations abusives, mais sans porter atteinte aux entreprises multinationales et, indirectement, aux PME, rejettent l'initiative et soutiennent clairement le contre-projet indirect.

La protection de la sphère privée et la fiabilité juridique de la Suisse sont des valeurs précieuses, notamment pour la place financière. C'est pourquoi nous devons éviter d'aller au-delà des standards internationaux sous la pression d'États pratiquant de leur côté une double morale manifeste, à l'exemple

des récentes discussions relatives à l'accord avec la France sur l'imposition des successions. **Le modèle de l'impôt libérateur crée une alternative stratégique à l'échange automatique d'informations.** Ni l'allusion à la charge de cavalerie de l'ancien ministre allemand des Finances ni les effets de manche de ses collègues de parti ne doivent nous détourner de cette voie. Il reste à espérer, pour autant que l'accord sur l'impôt libérateur avec l'Allemagne soit finalement ratifié, que sa mise en œuvre n'échoue pas, dans ce pays qui a vu naître de grands linguistes, en raison d'une interprétation curieuse de ce qu'est ou n'est pas un revenu. **Dans l'éventualité d'un refus de la partie allemande, il ne sera purement et simplement pas question d'apporter des correctifs au projet, et surtout pas via des chemins politiques et juridiques discutables, comme la loi sur l'assistance administrative. C'est cet accord ou rien d'autre.**

Plutôt que de jouer les Cassandra ou de se mortifier chaque fois que la Suisse essuie une attaque, il est urgent de stopper la guerre de tranchées et de se mobiliser clairement en faveur de nos intérêts nationaux. À cet égard, c'est avant tout au Conseil fédéral d'agir. Quand la City de Londres se retrouve sous les tirs politiques, les rangs se resserrent immédiatement, y compris dans les médias les plus influents. Le dernier exemple en date concerne les reproches adressés par les États-Unis à la Standard Chartered Bank. Des parlementaires conservateurs et travaillistes les ont aussitôt dénoncés comme une attaque déloyale contre la place financière de Londres. Qu'on imagine la gauche suisse, plutôt que de continuer à soutenir les opposants à l'accord sur l'impôt libérateur, se rende en pèlerinage à Berlin aux côtés de représentants des partis bourgeois pour y défendre les intérêts économiques et financiers de notre pays. **À force de restreindre et de remettre en question, nous devons à nouveau nous préoccuper davantage de savoir comment notre place financière peut générer de la croissance.**

Mesdames et Messieurs, j'ai été actif pendant trente ans comme parlementaire de milice et ces six dernières années dans la politique associative. Je me suis régulièrement penché sur le déclin économique de la Grande-Bretagne des années 1970 et l'économie planifiée au mépris des individus en Europe de l'Est. Marqué par les rencontres faites dans les États concernés, **je me suis constamment efforcé de consolider la position de notre pays par d'intenses échanges d'expérience économique et politique.** Convaincu que seule une économie de marché efficace était en mesure d'assurer de l'innovation, de la compétitivité et, au-delà des aspects économiques, la liberté, je ne me suis jamais détaché de ces valeurs. Cela dit, les meilleures recettes fondées sur l'histoire ne suffisent pas si la volonté de les mettre en œuvre politiquement fait défaut. L'économie et la politique seront plus sollicitées que jamais. Ceci vaut pour l'Europe, mais aussi pour la Suisse. **Pour en venir à ma question initiale : notre pays pourra subsister avec succès dans un environnement fragilisé si la volonté de créer des passerelles dans l'intérêt d'une économie performante reprend le dessus.**

Malgré toutes les vicissitudes, nos entreprises sont parvenues depuis la crise des « subprimes » de 2007 à accroître tout à la fois l'emploi et les exportations en termes réels. Il m'importe personnellement, au terme de mon mandat présidentiel, de souligner une nouvelle fois ceci : rester sur la voie du succès suppose, outre la maîtrise des tâches entrepreneuriales extrêmement exigeantes, un engagement convaincant en faveur d'une politique favorable à l'économie. Et permettez-moi d'être clair : **c'est justement parce que les défis consécutifs à la détérioration de l'environnement européen exigent de notre part des prestations exceptionnelles, mais aussi des sacrifices, que l'élite économique est tenue d'assumer ses engagements également hors des entreprises.** L'ouverture à la nouveauté ainsi que le réalisme et la modération en termes de rémunération sont des vertus indispensables pour que l'adaptation de l'économie aux pressions puisse être maîtrisée de manière ordonnée et la confiance dans l'économie de marché renforcée. La mondialisation ne nous autorise pas à simplement ignorer les sensibilités exacerbées qui se font sentir au sein de la société. À défaut,



les réactions politiques contraires et les régulations excessives nous priveront progressivement des fondements à la base du succès économique.

Pour terminer, un mot encore à l'intention du monde politique : le foisonnement d'intérêts particuliers obstructifs ou la remise en question de valeurs éprouvées, surtout quand d'autres pays font pression sur la Suisse, affectent simultanément notre réputation et nos forces. **Celui qui fait fi de ces valeurs pour obtenir des succès rapides lors de négociations porte durablement atteinte à sa crédibilité. Malgré toute notre compréhension pour leur désir de se profiler, il faut que les forces bourgeoises et libérales, défenseuses de l'économie de marché et de la liberté, parviennent à retrouver des dénominateurs communs sur les questions fondamentales**, plutôt que d'exalter ce qui divise. Nous devons plus que jamais prendre à cœur cet héritage des générations passées. La notion de « swissness » avait été mise au cœur des débats lors de l'année électorale 2011. Ceux qui ont mis tant de vigueur à propager ce concept ne peuvent se soustraire à leur responsabilité dès lors qu'il s'agit de préserver nos intérêts nationaux. Car le fait de resserrer les rangs dans les temps difficiles est un héritage de notre histoire dont nous ne devons pas nous priver à l'avenir. Arrivé au terme de ma présidence, je vous remercie de votre précieux engagement en tant que représentants de la politique et de l'économie.

# Wissenschaft und Wirtschaft ein schlagkräftiges Tandem

Zeit: 25'

---

## Begrüssung

[Folie 1] Sehr geehrte ...

## Grundvoraussetzungen für den langfristigen wirtschaftlichen Erfolg

Eine profitable Wirtschaft ist eine der Grundvoraussetzungen für eine nachhaltige Entwicklung jeder Gesellschaft. Die Investitionen für die Zukunft, aber auch der soziale Ausgleich, die internationale Solidarität und vieles mehr sind nur möglich, wenn die Wirtschaftskraft eines Landes intakt ist.

Ein rohstoffarmes Land wie die Schweiz scheint schlechte Voraussetzungen dafür mitzubringen. Seit vielen Jahrzehnten setzt sie aber erfolgreich konkurrenzfähige Produkte und Dienstleistungen auf dem Weltmarkt ab und bestätigt das Paradoxon, wonach rohstoffarme Volkswirtschaften erfolgreicher sind als rohstoffreiche. Offenbar basiert ihr Erfolg auf anderen Voraussetzungen als auf Rohstoffvorkommen, ja wohl auf einem ganzen Bündel von Erfolgsfaktoren. Mehr dazu später.

Und natürlich: Erfolg in der Vergangenheit ist kein Garant für zukünftigen Wohlstand. Die zunehmende Globalisierung der Wirtschaftsprozesse hat enorme Vorteile gebracht und hunderte Millionen Menschen auf der Welt von unmittelbarer Armut befreit. Aber sie hat natürlich auch „Nebeneffekte“ welche nicht von allen Beteiligten als positiv empfunden werden. [Folie 2]

*„Das gemütliche Leben in Europa ist zu Ende. Dieses System zerbrach, als sich über zwei Milliarden Menschen dem Wettbewerb anschlossen. Das Rezept für Europa: nur noch zwei Wochen Urlaub, härtere und längere Arbeit für den gleichen Lohn, neue Technologien und mehr Geld für Forschung und Entwicklung, um den Vorsprung zu halten.“*

Lee Kuan Yew (\*1923), Spiegel Interview, 2005

Man muss es ja nicht gleich so unverblümt formulieren wie es Lee Kuan Yew im Spiegel vor sieben Jahren schon gesagt hat, aber es ist eine Tatsache, dass das Wettbewerbstempo sich verschärft hat und sich weiter verschärfen wird. Für die Schweiz in ihrer speziellen Situation bedeutet das, dass wir herausragende Leistungen erbringen müssen. Die beiden anderen Hebel, tiefe Preise und grosse Heimmärkte stehen uns – langfristig betrachtet zum Glück! – nicht zur Verfügung.

Herausragende Leistungen lassen sich nur erbringen, wenn vieles zusammen kommt. Ein funktionierender Rechtsstaat, zuverlässige Infrastrukturen, ein effizientes Bildungssystem sind einige der wichtigsten notwendigen Voraussetzungen; hinreichend sind aber auch sie nicht.

## **Mentale und individuelle Erfolgsfaktoren**

Zu diesen Grundvoraussetzungen kommen Elemente hinzu, die ich „mentale Erfolgsfaktoren“ nennen möchte. Im Folgenden möchte ich drei dieser Faktoren genauer diskutieren:

- Leistungswillen
- Unternehmerisches Denken
- Offenheit für Neues

Zuerst einmal braucht es ein klares gesellschaftliches Bekenntnis zum Leistungsprimat. Die erbrachten Leistungen müssen das zentrale Kriterium bei der Selektion zu verantwortungsvolleren Aufgaben sein. Andere Mechanismen wie Nepotismus oder die Privilegierung einzelner gesellschaftlicher Gruppen wirken sich mittel- und langfristig fatal aus.

Weiter braucht es in der Gesellschaft eine grundsätzlich positive Einstellung gegenüber unternehmerischen Aktivitäten. Die Gründung eines Unternehmens muss – besonders für junge Menschen – eine attraktive Option sein. Der marktwirtschaftliche Grundgedanke muss positiv besetzt sein und Strukturen und Mechanismen, welche die Unternehmensgründung unterstützen, müssen vorhanden und breit bekannt sein.

Natürlich braucht eine Gesellschaft für ihren Zusammenhalt Konventionen und Traditionen. Für ihre Entwicklung braucht sie aber auch Freiräume und Offenheit gegenüber Neuem. Eine positive Grundeinstellung gegenüber neuen Ansätzen, ja eine eigentliche Ermöglichungskultur, ist wichtig damit das Bestehende bewahrt und Neues geschaffen werden kann. Tomasi di Lampedusa hat es im „Gattopardo“ auf den Punkt gebracht: *„Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi.“*

In Epochen beschleunigter Entwicklung, wie der unseren, ist rasche Innovation überlebenswichtig. Der Kernpunkt dazu ist die Kreativität der einzelnen Person, die sich immer auf ein fundiertes Fachwissen abstützt und durch langjährige Übung geschärft wird. Dies gilt für alle Bereiche menschlichen Wirkens, sowohl in der Wirtschaft als auch in der Politik, Kultur und Wissenschaft. Den Hochschulen als Bildungs- und Forschungsinstitutionen kommt dabei eine zentrale Rolle zu. [Folien 3,4 und 5-7]

## **Bildung/Ausbildung**

Im Folgenden will ich mich auf den technisch-naturwissenschaftliche Bereich fokussieren und darstellen, wie die ETH ihren Studierenden den Umgang mit bestehenden Theorien und Methoden vermittelt.

Das „Credo“ der ETH in dieser Frage umfasst mehrere Ebenen:

In der Basisausbildung wird grosses Gewicht auf die Grundlagenfächer gelegt, mit besonderer Betonung der Mathematik.

In der Vertiefungsausbildung werden die Studierenden an immer fachspezifischere und konkretere Problemstellungen herangeführt.

So früh wie möglich werden die Studierenden in Forschungsprojekte integriert, vor allem im Rahmen der diversen Semester- und Abschlussarbeiten.

Unternehmerisches Denken wird stufenspezifisch gefördert und für interessierte Studierende werden projektorientierte Lehrangebote eingesetzt.

Eine Vielzahl von Instrumenten wird angeboten, um das Unternehmertum auf allen Ebenen zu fördern. [Folie 8]

Ein erfreuliches Resultat dieser Massnahmen sind die vielen Spin-off-Gründungen der letzten Jahre. Noch bemerkenswerter als die Anzahl Gründungen ist aber deren Nachhaltigkeit, welche durch eine hohe „Überlebensrate“ dokumentiert wird. [Folie 9]

Eine grosse Tradition an der ETH haben Industriepraktika, v.a. in den Ingenieurstudiengängen. Je nach Studiengang sind sie entweder obligatorisch oder doch sehr empfohlen.

Das Feedback zu unserer Ausbildung bildet ein weiterer - und für uns strategisch wichtiger - Anknüpfungspunkt mit der Industrie. Wir holen das Feedback anlässlich der Evaluation einzelner Departemente durch externe, internationale Expertenteams ein, in denen üblicherweise auch die Industrie vertreten ist. Es gibt einige Departemente, die zudem über ein permanentes Advisory Board von Industrievertretern verfügen.

Selbstverständlich haben Hochschulen nicht nur die Wirtschaft als Referenzpunkt. Hochschulen haben einen gesellschaftlichen Grundauftrag, das Wissen zu vermitteln, zu bewahren und zu erweitern, auch wenn es keinen unmittelbaren ökonomischen Nutzen stiftet. Hochschulen haben zudem den Auftrag, sich als unabhängige Makler in die aktuellen gesellschaftlichen Debatten einzubringen und die fachlichen Aspekte darzustellen.

Aber, insbesondere technische und naturwissenschaftliche Hochschulen haben auch die Aufgabe, mit der Wirtschaft zusammen dem Wohl des Landes zu dienen. Diese Partnerschaft ist wertvoll, bringt allen Beteiligten Vorteile und ist intellektuell eine ausserordentlich spannende Aufgabe. [Folie 10]

Der Bogen spannt sich dabei von den naturwissenschaftlichen Grundlagen, über die technische Umsetzung bis hin zum kommerziellen Produkt. Die Vielfalt der zu lösenden Probleme ist enorm; viel Ausdauer und Durchhaltewille sind nötig.

### **Zusammenarbeit in der Forschung und Entwicklung**

Wichtig dabei ist, dass beide Beteiligte verstehen, wie der jeweils andere Partner „tickt“. Wissenschaftliche Anerkennung durch Publikationen ist die treibende Kraft der Akademie, wogegen die Profitabilität die treibende Kraft der Wirtschaft ist. Bei gemeinsamen Projekten gilt es, beide Kräfte zu bündeln.

Wie gestaltet man also eine erfolgreiche Zusammenarbeit in der Forschung und Entwicklung? Einfache und klare Verträge helfen, Missverständnisse zu vermeiden,

aber ausschlaggebend ist ein gutes Vertrauensverhältnis zwischen den Partnern. Dieses baut man auf indem

- man offene Türen hat und eine grundsätzlich positive Ausgangshaltung einnimmt,
- man klein anfängt, aber grosse Ziele im Auge behält und
- man ein langfristiges Engagement statt „Feuerwehrrübung“ sucht. [Folie 11,12]

Wenn dieses Grundvertrauen einmal da ist, lassen sich einzelne Projekte relativ unbürokratisch angehen. Rahmenverträge erleichtern die Formalitäten. Und eine offene und intensive Kommunikation vermeidet Missverständnisse. Eventuelle Probleme beim zentralen Thema Publikationen lassen sich vermeiden, indem frühzeitig das Gespräch über den Schutz des geistigen Eigentums und den Publikationszeitpunkt geführt wird. In meiner Zeit als Institutsleiter habe ich es nie erlebt, dass man nicht zu einer guten Lösung gekommen ist. Der gute Willen auf beiden Seiten ist der Garant dafür.

Ein fundamentaler Unterschied zwischen Wirtschaft und Akademie, dessen sich beide Partner bewusst sein müssen, sind die unterschiedlichen Zeitskalen. In der Wirtschaft sind die relevanten Zeiträume die Quartale, die Jahre oder – in Ausnahmefällen – Perioden von zwei bis drei Jahren. In der Ausbildung und erst recht in der Forschung sind drei Jahre die kleinste sinnvolle Zeiteinheit. [Folie 13]

Langfristiges Denken, kontinuierlicher und planbarer Aufbau, Geduld aber auch Feedbackkultur sind deshalb zentrale Elemente einer erfolgreichen Kooperation. Für eine Firma empfiehlt es sich, zuerst eine Analyse der möglichen strategischen Hochschulpartnerschaften durchzuführen, mit kleinen Projekten mögliche Varianten zu testen und dann den Entschluss zu einem langfristigen Engagement zu fassen. Ein extremes Beispiel ist die Firma Rolls Royce (Flugzeugtriebwerke), die vor knapp zwanzig Jahren beschlossen hat, die Mehrheit aller Forschungs- und Technologieprojekte auszulagern und ein Netzwerk von weltweit ca. 30 Universitäten zu gründen (Research and University Tech Centers) welche jeweils Spezialgebiete bearbeiten. Das Modell scheint sich bewährt zu haben, aktuell werden etwa 400 Dissertationen in diesem Netzwerk bearbeitet.

Die ETH hat ebenfalls über die letzten Jahre eine markante Steigerung der Wirtschaftskooperationen erreicht. [Folie 14] Dies ist eine gewollte und in meiner Einschätzung sehr positive Entwicklung. Wie immer hat jede Medaille aber zwei Seiten. Diese Wirtschaftsverträge erzeugen neben den unmittelbaren Kosten, die durch die Wirtschaftsbeiträge – eventuell mit Kofinanzierungen durch die KTI, die EU oder andere Fördergremien – voll gedeckt sind, auch Nebenkosten (Räume, Labore etc.) die nur zum Teil durch die heute üblichen „overhead“-Beiträge gedeckt sind. Auch aus ordnungspolitischen Gründen müssen in Zukunft die Diskussionen um die richtige Höhe dieses Nebenkostenbeitrags intensiver geführt werden.

Ich habe mich bisher auf die ETH beschränkt, einfach weil ich die Verhältnisse dort am besten kenne und mir auch die Zahlen zur Verfügung stehen. Es ist aber klar, dass alle Hochschulen ähnliche Mechanismen und Initiative haben. Ein grosser Vorteil des Schweizerischen Hochschulsystems ist zudem, dass mit den Fachhochschulen, den beiden ETH sowie den Forschungsanstalten des ETH-Bereichs der Wirtschaft eine breite Palette an Kompetenzen und Angeboten zur Verfügung steht.

## **Weit gefasste Rahmenbedingungen als Erfolgsfaktor der Schweizer Wirtschaft**

Der Schweiz ist es in den letzten Jahren gelungen, den regionalen und globalen wirtschaftlichen Verwerfungen erstaunlich gut standzuhalten. Woher kommt diese Widerstandsfähigkeit? Ein Indiz lässt sich vielleicht aus der kürzlich veröffentlichten Analyse der Idee Suisse herauslesen: [Folie 15] Die Schweiz hat einen vernünftig starken Industriesektor behalten, und dieser hat einen wesentlichen Beitrag zum beobachteten Erfolg geleistet. Die staatlichen Fördermechanismen (KTI und andere) und die sicher noch ausbaufähige aber bereits gute Zusammenarbeit zwischen der Wirtschaft und den Hochschulen haben dazu einen Beitrag geleistet.

Diese Zusammenarbeit entsteht in der Regel „bottom up“, d.h. sie ist in einer klar definierten Marktsituation und einem ebenso klar definierten Kompetenzprofil einzelner Personen verankert. Überschaubare Ziele, Budgets und Anzahl Partner charakterisieren solche Projekte. Deren Entstehung unterliegt aber auch einer gewissen Zufälligkeit, und die Limitierung der Budgets hat eine Beschränkung der Ziele zur Folge. Die Alternative sind grosse „top down“ initiierte Programme, die meistens nach einer intensiven Diskussionsphase von der öffentlichen Forschungsförderung alimentiert werden und sehr grosse und teure Projekte umfassen. Was ist besser? Nun, eine klare Antwort darauf habe ich auch nicht. Es gibt für beide Varianten positive wie negative Beispiele. Was aber meiner Meinung nach nicht geht, ist, dass man mit sehr grossen Forschungsprojekten versucht, Industriepolitik zu machen. Staatlich finanzierte „Mega-Projekte“, wie z.B. das CERN, sind für die Grundlagenforschung sinnvoll und richtig. Für die angewandte Forschung sollten hingegen grosse Projekte hauptsächlich durch die Privatwirtschaft getragen werden, denn nur so ist sichergestellt, dass markttaugliche Lösungen entstehen.

## **Die Absolventen als wichtigster Wissens- und Technologietransfer in die Wirtschaft**

Zum Schluss noch ein Votum aus der – zugegebenermassen parteiischen Sicht des Rektors der ETH, also der für die Lehre zuständigen Person: Der effizienteste WTT wird immer noch durch unsere Absolventinnen und Absolventen realisiert, vorausgesetzt, dass diese jungen Menschen hervorragend ausgebildet sind. Eine fundierte, qualitativ hochstehende, aktuelle und trotzdem langfristig ausgelegte Ausbildung ist durch nichts zu ersetzen. In diesen Zeiten, wo alle händeringend nach profitablen und trotzdem sicheren Investitionsmöglichkeiten suchen, kann ich Ihnen also ein äusserst attraktives Angebot machen: Legen Sie Ihr Geld in die Ausbildung an, der ROCE ist unschlagbar, und Wissen ist inflationssicher. In diesem Sinne, herzlichen Dank für Ihre Unterstützung der Hochschulen und machen Sie bitte weiter so! [Folie 16]